

Congrès AFSP Paris 2013

ST 06 : Politiques publiques et démocratie. Les « *Policy Feedbacks* » et les attitudes et comportements politiques

Berjaud Clémentine, CESSP-CRPS Université Paris 1 et LaSSP
clementine.berjaud@wanadoo.fr

La mise en œuvre des *Missions Bolivariennes* au Venezuela : Appréhender les « *Policy Feedbacks* »

Lors des deux dernières élections présidentielles au Venezuela, en octobre 2012 puis en avril 2013, première élection sans Hugo Chávez décédé un mois auparavant, les Missions Bolivariennes, piliers des politiques publiques nationales, étaient au cœur des programmes sociaux des différents candidats. Malgré leurs divergences, le candidat de la Mesa de la Unidad (MUD - opposition) comme le candidat du *chavisme* s'engageaient à poursuivre ces Missions¹. Ce point de rencontre, au-delà des stratégies électorales, permet de rendre compte de l'importance prise par ces Missions depuis leur création en 2003. En cette année particulièrement marquée par les conséquences économiques, sociales et politiques engendrées par les heurts, les grèves patronales et syndicales ainsi que par diverses tentatives de déstabilisation visant à renverser le pouvoir en place, le gouvernement d'Hugo Chávez a lancé ces vastes programmes publics, présentés comme une première réponse de l'Etat face à l'urgence sociale. Cet argument initial s'est vu décliné plus tard selon deux dimensions : les missions constitueraient une composante fondamentale du « nouvel Etat de droit et de justice »² en ce qu'elles visent à l'égalité de droits (sociaux, économiques et politiques) des citoyens à court terme d'une part, et à approfondir la démocratie (« participative et protagonique ») sur le long terme d'autre part. Elles sont donc présentées par le pouvoir comme une mise en œuvre des principes énoncés dans la nouvelle Constitution de 1999, marquant le passage après l'arrivée au pouvoir d'Hugo Chávez, élu pour la première fois en 1998, de la IVème à la Vème République au Venezuela.

Au fil des années, leur nombre et leurs objectifs se sont multipliés : on en dénombre ainsi une quarantaine au total fin 2012, même si certaines ont évolué³ ou ont été remplacées par d'autres programmes⁴. Schématiquement, trois grands groupes de Missions peuvent être dégagés : celles qui concernent l'éducation, celles qui concernent l'accès aux services élémentaires et celles qui portent sur la citoyenneté et l'inclusion. Plusieurs d'entre elles tout d'abord correspondent donc au secteur de l'éducation et vont de l'alphabétisation (Mission Robinson) aux études supérieures (Mission Ribas) en

¹ Maria Fernanda Gonzales, « Analyse lexicométrique de la campagne présidentielle d'avril 2013 » Communication pour la Journée d'Etudes *Le fait électoral au Venezuela : approches pluridisciplinaires et mises en perspectives*, 7 juin 2013, IHEAL. Les programmes des candidats sont disponibles sur le site du Conseil National Electoral (CNE).

² Selon les termes de la Constitution.

³ La mission Barrio Adentro s'est par exemple développée et comporte aujourd'hui trois niveaux distincts : Barrio Adentro I, II et III.

⁴ La mission Mercal par exemple s'est vue progressivement remplacée par le programme Pdval (points de vente et magasins d'alimentation où certains produits sont subventionnés et / ou régulés en termes de prix).

Congrès AFSP Paris 2013

passant par la formation professionnelle (Mission Vuelvan Caras). Ensuite, de nombreuses missions peuvent être regroupées autour de l'accès aux services basiques tels que la santé (Mission Barrio Adentro, Mission Milagro entre autres), le logement (Gran Mision Vivienda Venezuela) ou l'alimentation (Mission Mercal ou Zamora). Enfin, d'autres missions non moins importantes concernent plus directement la citoyenneté, les questions d'identité (Mission Identidad) et/ou s'adressent aux populations en difficulté particulière (Mission Piar pour les mineurs), minoritaires (Mission Guacaipuro pour les communautés indigènes) ou marginalisées (Mission Negra Hipolita, lutte contre la pauvreté extrême) du pays en vue de favoriser leur inclusion dans la communauté politique. Au-delà de ces trois grands groupes de missions, d'autres secteurs sont concernés, comme celui de la culture, de l'environnement etc. Cette brève présentation, non exhaustive, donne toutefois un aperçu de l'ampleur qu'ont pris ces programmes sociaux, en nombre, mais aussi au regard de la variété des objectifs affichés et des dispositifs créés⁵.

Cette variété cependant, ne doit pas masquer leurs points communs. Toutes ces missions fonctionnent financièrement de la même façon : les fonds qui y sont alloués sur décisions et arbitrages de la Présidence de la République proviennent directement des revenus du pétrole, première ressource nationale. Dès lors, elles sont nées et se sont construites en dehors des ministères et de leurs administrations ou d'autres institutions intermédiaires (Mairies, Etats, autres collectivités territoriales etc.) traditionnellement liées à la démocratie représentative. Ce transfert direct et parallèle des ressources du plus haut sommet de l'Etat aux bénéficiaires a alors supposé la création de structures participatives coordonnées par des « citoyens ordinaires » à l'échelle des « communautés ». Ce terme renvoie dans son acception la plus simple au Venezuela à un groupement local voire micro-local de population, des voisins en général (un village, un quartier ou même un groupement de quelques rues dans certaines zones densément peuplées de la capitale). La notion de communauté est donc d'abord géographique, mais elle recouvre très souvent d'autres dimensions ayant trait aux représentations (telles que le sentiment d'appartenance ou l'existence d'une mémoire collective) et aux relations sociales (le « nous » est socialement construit). A partir de 2006, ces structures participatives dispersées ont été dans une large mesure absorbées par les Conseils Communaux⁶, au sein desquels elles sont depuis lors administrées pour la majorité. L'enjeu est donc double : elles se situent à la croisée des politiques publiques et de processus de transformations du système politique en termes de représentation et de participation des citoyens.

Autre point commun, elles sont pour la plupart annoncées en direct par le Président de la République. Il s'agit ici de l'une des caractéristiques les plus frappantes du mode de gouvernement mis en place par Hugo Chávez, et poursuivi aujourd'hui par Nicolas Maduro : le gouverner en direct. Presque toutes les décisions politiques font en effet l'objet de prises de parole publiques, retransmises à la télévision, à la radio, et

⁵ Pour un bilan en français des politiques de santé et d'éducation, voir par exemple : Natacha Vaisset et Vincent Lapiere : « Les programmes sociaux dans la campagne présidentielle vénézuélienne de 2012. Analyse comparative des cas de la santé et de l'éducation », *Venezuela: Remaniements de la scène sociopolitique, Problèmes d'Amérique Latine*, n°86, 2012/4, pp. 47-60.

⁶ Créés en 2006 par la Loi Organique des Conseils Communaux, ils renvoient aux « communautés organisées ».

Congrès AFSP Paris 2013

reprises par les journaux. A titre d'exemple, Hugo Chávez a prononcé 1710 discours entre 1999 et 2008⁷ (190 discours par an en moyenne) pour une durée totale de 1048 heures. Ces discours bien entendu ne portent pas tous sur une ou plusieurs politiques publiques, ni ne comportent tous de référence à celles-ci. Ils ne sont pas non plus tous retransmis par les mêmes canaux ou de la même manière. Les chiffres sont également à actualiser ; mais ils restent révélateurs de cette pratique. Du côté du public, ces discours sont très suivis, en direct ou par le biais des journaux télévisés qui en retransmettent de nombreux extraits. Ils font partie de la vie quotidienne des vénézuéliens, comme en témoignent les nombreuses réactions lorsqu'ils cessent pendant plusieurs jours, comme en juin 2011⁸.

En ce qui concerne plus précisément les missions bolivariennes, elles sont évoquées de façon préférentielle dans deux dispositifs discursifs principaux. La célèbre et populaire émission « Alo Presidente », diffusée le dimanche après-midi sur la chaîne publique Venezolana de Television, constitue la première arène de visibilité des politiques menées. Les décisions y sont annoncées, mais elles sont aussi parfois prises en direct et sur le vif, y compris dans le cas des missions ; la communication politique n'est dans ces cas-là pas distincte de la prise de décision. Nous considérerons donc que les discours portant sur les politiques publiques font partie intégrante de ces politiques. Hugo Chávez, par ailleurs, gouverne également par *cadenas*. Ce terme désigne la prise d'antenne généralisée et simultanée, à retransmission obligatoire, sur les chaînes du réseau hertzien. Si ce mécanisme est ancien, les longueurs d'ondes correspondantes appartenant à l'Etat qui en cède uniquement les droits sous la forme de concessions, l'usage qui en est fait depuis plusieurs années apparaît en rupture totale par rapport à son utilisation traditionnelle. Auparavant réservées aux événements exceptionnels, les *cadenas* représentent en effet, rien que pour 2012, 144 heures et 3 minutes de temps d'antenne, soit 98 *cadenas* entre le 1er janvier et le 31 décembre⁹. C'est par exemple dans ce cadre que le lancement en grande pompe de la « Gran Mision Vivienda Venezuela » (programme de construction de logements subventionnés par l'Etat) a été annoncé le 30 avril 2011 sur toutes les chaînes à la même heure.

Cette caractéristique de la pratique gouvernementale sous Hugo Chávez, et qui se poursuit encore aujourd'hui, prend toute son importance au moment de s'interroger sur les policy feedbacks, c'est-à-dire sur les effets retours des politiques publiques sur les comportements politiques des citoyens. Le Venezuela constituant au vu de ces éléments un cas singulier de publicisation des politiques publiques menées, il semble propice à de telles réflexions.

Pour aborder cette question des policy feedbacks, nous prendrons comme point de départ la définition de Mettler et Soss dans leur article programmatique de 2004 : les politiques publiques « modèlent ce que les publics croient et souhaitent, les manières dont les citoyens se perçoivent et perçoivent les autres, et comment ils comprennent et

⁷ Julian Cardenas et Miguel Gomes Ferreira, « Polarization of mass media and the role of the head of state: the Venezuelan case and its repercussions in Ecuador and Bolivia », *Visages d'Amérique Latine*, n°6, novembre 2008, p 145.

⁸ Suite à une tournée dans plusieurs pays d'Amérique Latine effectuée au mois de mai et se terminant à Cuba, où l'on apprendra plus tard qu'il a été hospitalisé suite au diagnostic de son cancer, le silence prolongé (quelques semaines) de Chef de l'Etat a suscité de très vives réactions.

⁹ Source: Monitor electoral Universidad Católica Andres Bello (UCAB).

Congrès AFSP Paris 2013

agissent envers le système politique »¹⁰. Cette définition soulève plusieurs questions : quel est le lien entre les notions de publics et de citoyens ici employées ? Comment saisir et distinguer concrètement ce qu'ils croient, ce qu'ils souhaitent et / de ce qu'ils perçoivent ? Comment articuler théoriquement dimensions cognitives (ce qu'ils comprennent) et comportements effectifs (l'engagement notamment pour ces auteurs) ? Et au-delà, se pose la difficulté centrale pour les chercheurs qui s'intéressent à ces questions : comment faire la part des choses, distinguer ce qui relève des policy feedbacks et ce qui relève d'autres mécanismes sociaux comme les dispositions ou encore les préférences politiques préexistantes à la mise en œuvre des politiques publiques étudiées, pour ne citer que ceux-là.

Plusieurs auteurs, à commencer par Mettler dans son étude fondatrice¹¹ sur le *GI Bill*, apportent des pistes de réflexions et des éléments de réponses à la fois méthodologiques et théoriques. En se fondant sur de grandes enquêtes quantitatives au sein desquelles les politiques publiques deviennent une variable indépendante¹², ils distinguent au moment même de la mise en œuvre d'une politique, puis dans le temps¹³, ce qui est statistiquement significatif. Partant du constat de l'existence de conséquences ou d'effets et de leurs variations, les auteurs ont alors mis à jour plusieurs mécanismes pour expliquer les policy feedbacks. Parmi ceux-ci, nous retiendrons ici la distinction entre effet ressource et effet interprétatif¹⁴. Dans le premier cas, les ressources et avantages fournis par les politiques publiques façonnent les comportements politiques. Dans le deuxième, les politiques publiques transmettent des significations et des informations concernant le système politique. Ces deux types d'effets pourront par ailleurs être mis en relation avec la notion de ressources interprétatives, telle que développée par Gamson¹⁵ dans le cadre de l'étude de conversations politiques. Pour aller plus loin, certains ont par la suite essayé de comprendre pourquoi certaines politiques publiques avaient plus de chances de produire des effets retours que d'autres. Ils ont ainsi dégagé un modèle d'analyse où les degrés de visibilité et de proximité¹⁶ d'une politique donnée se croisaient pour permettre de prévoir leurs effets.

Ce sont ces résultats que nous souhaitons réinterroger à l'aune du cas vénézuélien, et plus spécifiquement des missions bolivariennes. Pour cela, nous proposons une approche méthodologique différente, principalement fondée sur des entretiens collectifs, et permettant de les faire fonctionner comme des hypothèses de départ, sur un terrain empirique. L'objectif est donc d'éclairer sous un autre jour l'interrogation suivante : Comment appréhender empiriquement et théoriquement les *Policy Feedbacks* ?

¹⁰ Suzanne Mettler et Joe Soss, « The Consequences of Public Policy for Democratic Citizenship: Bridging Policy Studies and Mass Politics » *Perspectives on Politics*, Vol. 2, N°1 (Mars 2004), pp. 55-73.

¹¹ Suzanne Mettler, « Bringing the State Back in to Civic Engagement: Policy Feedback Effects of the G.I. Bill for World War II Veterans », *The American Political Science Review*, Vol. 96, N°2 (Juin 2002), pp. 351-365.

¹² Paul Pierson, « When Effect Becomes Cause. » *World Politics*, N°45, 1993, pp. 595-628.

¹³ Suzanne Mettler et Eric Welch, « Civic Generation: Policy Feedback Effects of the GI Bill on Political Involvement over the Life Course. », *British Journal of Political Science*, 34(3), 2004, pp. 497-518.

¹⁴ Paul Pierson, op. cit.

¹⁵ William Gamson, *Talking Politics*, Cambridge University Press, 1992, 270 p.

¹⁶ Joe Soss et Sanford F. Schram, « A Public Transformed? Welfare Reform as Policy Feedback », *American Political Science Review*, 101(1), 2007, pp. 111-127.

Congrès AFSP Paris 2013

Nous verrons dans un premier temps qu'une approche par entretiens collectifs peut permettre de saisir les perceptions qu'ont les citoyens des politiques publiques (1), avant de voir comment l'introduction de supports dans le dispositif éclaire les effets qui découlent de ces perceptions différenciées (2) pour enfin remettre en perspective la notion d'effets-retours, le lien de causalité, entre politiques publiques et comportements et attitudes politiques (3).

1. Une approche par entretiens collectifs

Les matériaux empiriques présentés ici sont issus du travail de thèse en cours portant sur les réceptions des discours télévisés d'Hugo Chávez. Dans ce cadre, la question des effets est centrale, et nous y répondons à partir de la sociologie de la réception¹⁷. Cet ancrage théorique, au moment de déplacer l'interrogation vers les policy feedbacks, nous amène tout d'abord à réfléchir à leur caractère pluriel, différencié et non atomisé. Pour prendre en compte cette dimension, la première question théorique autour des policy feedbacks à laquelle répondre porte donc sur leur hétérogénéité, leurs différenciations. Pour saisir ces distinctions, notre approche se fonde premièrement sur la réalisation d'entretiens collectifs.

1.1 Echantillon et premières différenciations

Les policy feedbacks telles que définis plus haut suggèrent un effet d'une ou des politique(s) publique(s) sur les citoyens, ce qui suppose premièrement de s'interroger sur ces citoyens : qui sont-ils ? Comment les caractériser ? Dans le cadre d'une proposition méthodologique apte à appréhender les policy feedbacks, la construction de l'échantillon est ici en jeu : qui intégrer à l'enquête et pourquoi ?

Dans la littérature sur les effets des politiques publiques, l'attention s'est portée sur plusieurs facteurs, parmi lesquels figurent régulièrement le fait d'être bénéficiaire d'une politique publique, le niveau de ressource et le niveau de diplôme, pris en compte dans le cadre d'un échantillon aléatoire et statistiquement construit. Pour une approche qualitative, la construction de l'échantillon n'est pas guidée par la représentativité mais par la diversité des enquêtés, ce qui rend possible la prise en compte en amont de critères ou de facteurs plus nombreux (approfondissement). Leur nombre étant relativement réduit par rapport aux enquêtes quantitatives menées sur le sujet dans notre cas (103 personnes)¹⁸, l'enjeu central se constitue autour de la variété des citoyens participants à l'enquête. Pour répondre au double objectif de diversification et d'entrée sur le terrain, nous avons tout d'abord sélectionné trois lieux différents : un village situé sur la côte nord du pays (milieu rural, 2200 habitants environ), plusieurs quartiers relativement aisés ou très aisés de la capitale (pour des participants issus des classes moyennes ou supérieures) et enfin un bidonville enclavé dans Caracas. Dans chacun de ces endroits, le parti pris était de vivre « chez l'habitant » avec et comme eux, durant

¹⁷ Pour une synthèse, voir par exemple Brigitte Le Grignou, *Du côté du public*, Paris, Edition Economica, 2003, 239 p.

¹⁸ 103 personnes ont participé à notre enquête, réparties en 29 groupes d'entretiens collectifs (entre 2 et 8 participants par groupe) sur trois terrains différents.

Congrès AFSP Paris 2013

plusieurs semaines¹⁹. Dans un second temps, au fil des rencontres quotidiennes, plusieurs critères ont été retenus pour constituer l'échantillon, présenté ici brièvement.

Démographiquement, l'objectif était d'avoir des hommes et des femmes de tous âges ; finalement seulement 38 hommes ont participé (pour 65 femmes) et seulement 16 participants ont plus de 45 ans, la relation et le rapport proximité-distance entre enquêteur et enquêté a ici entraîné ce déséquilibre.

Socialement, plusieurs critères ont été retenus et combinés. Les professions des participants étaient les plus variées possibles en termes de catégories socioprofessionnelles mais aussi en termes de trajectoires : du pêcheur ou de la femme au foyer au médecin ou à l'avocat en passant par des étudiants, des commerçants, des salariés de PME etc. Le critère du revenu mensuel a également été pris en compte selon trois échelons : revenu inférieur à 1500 bolivars (salaire minimum), revenu compris entre 1500 et 6000 bolivars (correspondant à un niveau de vie que l'on peu qualifier de moyen) et revenus supérieurs à 6000 bolivars (niveau de vie relativement aisé à très élevé). Le niveau d'étude a aussi été pris en compte : certains participants sont analphabètes ou en cours d'alphabétisation, d'autres ont un niveau scolaire primaire (17 personnes), la majorité d'entre eux ont le bac ou un diplôme supérieur technique, certains poursuivent ou ont poursuivi des études supérieures, et enfin quelques uns cumulent plusieurs diplômes, jusqu'à 11 ans d'études.

Les positionnements politiques ont également été intégrés pour la constitution des groupes, en particulier celui du soutien à Hugo Chávez : 64 % de nos participants sont dans cette situation au départ²⁰. Ce chiffre s'explique par le choix des trois terrains : les bidonvilles de Caracas tout comme les catégories populaires rurales sont au cœur de l'électorat chaviste. La majorité des personnes rencontrée se dit par ailleurs assez ou très intéressée par la politique, ce qui est un facteur important de leur participation à l'étude, la difficulté était donc d'inclure dans l'échantillon des personnes qui ne déclarent qu'un intérêt limité pour ce domaine (38 personnes). La majorité des groupes constitués étaient relativement homogènes politiquement, ce qui n'a pas empêché la recherche de variations internes (parmi les pro ou anti-chavistes) ainsi que la mise en place de groupes conflictuels et/ou politiquement hétérogènes. Le degré et les formes d'engagement (politique et civique) ont enfin été pris en compte.

Au départ, la question des rapports aux politiques publiques, le fait d'être directement bénéficiaire ou concerné, n'était pas un critère pour construire l'échantillon, mais elle s'est très rapidement révélée comme importante dans les entretiens. Le nombre et la fréquence des références faites aux missions dans les propos des enquêtés a attiré notre attention. C'est ainsi qu'un premier indice de différenciation apparaît : sur les 29 entretiens collectifs réalisés, les missions bolivariennes sont abordées directement dans 24 d'entre eux. En regardant plus précisément ce décompte, sur les cinq groupes qui ne les évoquent pas, quatre groupes ne comportent pas de personnes concernées, ou bénéficiaires (directs ou indirects, les expériences vécues par leurs proches font également sens). Ces quatre groupes sont socialement composés de personnes appartenant aux catégories médianes de la population en termes de capital économique

¹⁹ Nous avons ainsi habité dans plusieurs foyers vénézuéliens aux caractéristiques différentes pendant plusieurs semaines à chaque fois et jusqu'à quelques mois, pendant l'enquête.

²⁰ Suite à un quatrième terrain centré sur les perceptions de la campagne électorale de 2012, pour lequel nous avons sollicité à nouveau un certain nombre de participants à l'enquête par entretien collectif, nous avons pu constater certaines évolutions.

Congrès AFSP Paris 2013

et moyennes-supérieures en termes de capital culturel. Il s'agit d'étudiants, de secrétaires, d'un comptable, ou encore de personnes travaillant dans la culture par exemple; ils ont tous au moins le baccalauréat et très souvent un diplôme technique supérieur. Ceci étant, parmi les 24 groupes qui les évoquent, on peut en dénombrer plusieurs qui ne sont pas non plus concernés par ces missions (7 groupes), tous situés dans les strates supérieures de notre échantillon : des étudiants d'une école privée située dans les beaux quartiers, des fonctionnaires (équivalent catégorie A et B), deux avocats et plusieurs médecins entre autres. La proximité²¹ joue donc comme facteur favorable à l'évocation des missions dans nos entretiens, mais elle ne peut être considérée comme unique facteur.

Observons à présent quels sont les types de missions le plus souvent évoqués par les participants à l'enquête. En se fondant sur la typologie présentée en introduction, les missions consacrées à l'éducation sont très souvent citées. 14 groupes y font directement référence, parmi eux, on retrouve des bénéficiaires directs, en particulier pour les programmes d'alphabétisation ; à l'inverse plusieurs groupes situés en haut de l'échelle sociale y font également appel dans leurs discussions. Concernant les missions autour de l'accès aux services élémentaires (logement, alimentation, santé), elles sont aussi présentes dans 14 entretiens collectifs, qui ne recourent pas tout à fait les premiers : les bénéficiaires restent au premier plan (tous les entretiens réalisés dans le bidonville par exemple) mais pour les autres, un autre facteur entre en jeu : celui de la politisation. En effet, pour les groupes dont les membres ne sont pas directement concernés, il semble que ces missions spécifiques soient régulièrement mises en avant par des personnes engagées politiquement (dans un parti, un conseil communal etc.). Enfin, le troisième type de mission dégagé (Citoyenneté et inclusion), est beaucoup moins abordé : seuls 4 groupes s'y réfèrent. Le premier est celui composé par les fonctionnaires, le deuxième par des personnes engagées dans l'opposition et les deux autres sont en fait issus de la même famille vivant dans un bidonville, dont les cousins sont directement concernés par la mission Identidad. Nous pouvons donc penser que la répartition des missions évoquées est similaire entre Citoyenneté et Services élémentaires. Cette répartition nous met sur la voie d'une interrogation en termes de perceptions : si tous n'abordent pas de la même façon, en nombre et en type, les missions, leurs effets retours seront également différenciés puisqu'ils ne les perçoivent pas de la même manière.

1.2 La piste des conversations

Dès lors, le dispositif méthodologique doit pouvoir être à même de saisir ces perceptions et leurs différenciations. Or, une méthode peut être convoquée lorsqu'il s'agit de saisir des perceptions ordinaires : celle des entretiens collectifs. C'est ainsi dans les conversations et les discussions qui ont lieu entre les participants que les perceptions se donnent à voir.

Cette méthode est pour la première fois employée par Merton et Lazarsfeld dans les années 50, aux Etats-Unis, ils y voyaient une technique complémentaire, ou une étape préalable, aux enquêtes quantitatives de l'époque portant sur les comportements et

²¹ Joe Soss et Sanford F. Schram, op. cit.

Congrès AFSP Paris 2013

les motivations des consommateurs. Longtemps abandonnée, cette méthode ressurgit dans les années 80 et 90, dans le cadre d'études de marché notamment anglo-saxonnes, puis ses usages se fixent autour des études portant sur les publics : il s'agit de s'intéresser à l'activité du public dans les processus de négociation et de « construction de sens »²² au moment où les enquêtes qualitatives acquièrent une place centrale. Il s'agit alors de recueillir des significations partagées, leurs constructions et les représentations auxquelles elles sont attachées, en mettant en particulier l'accent sur les pratiques et les contextes ordinaires dans lesquelles elles sont enchâssées. L'enquête de William Gamson en 1992 pose les bases de ce type d'étude. Autour des quatre thèmes de l'énergie nucléaire, de la crise de l'industrie, de l'affirmative action et du conflit israélo-arabe, il constitue des groupes d'entretiens (5-6 personnes) principalement issus de milieux populaires et étudie leur aptitude à parler politique ainsi que leurs appréhensions de ces thèmes. Pour discuter, les participants font appel selon lui à trois types de ressources : les discours médiatiques, les ressources fondées sur l'expérience et celle relevant de la « sagesse populaire ». Ces types de ressources sont ensuite mobilisées par les enquêtés au travers de stratégies de compréhension : la stratégie culturelle, fondée principalement sur les ressources non individuelles (médias et sagesse populaire), la stratégie personnelle, fondée sur l'utilisation préférentielle des savoirs issus de l'expérience et de la sagesse populaire, la troisième stratégie (intégrée) correspond enfin à l'intégration des deux autres. Cette enquête permet donc de comprendre comment, de quelle manière, se construisent les perceptions des citoyens sur des sujets politiques. Depuis, plusieurs études, notamment sur les perceptions de l'Europe²³, ont investi le même procédé méthodologique. Il peut donc permettre également d'étudier les perceptions des citoyens envers les politiques publiques menées au Venezuela, étude facilitée par l'importante publicisation dont elles font l'objet.

La pertinence, pour notre sujet, de cette méthode réside par ailleurs dans l'appréhension de dimensions qui seraient probablement restées dans l'ombre dans le cas de simples entretiens individuels. Les entretiens collectifs rendent ainsi possible une analyse plus approfondie²⁴ : les interactions qui se tissent entre les participants, les échanges de propos dans lesquels ces perceptions sont exposées, reprises, ou contredites par les uns et les autres fournissent d'autant plus de données empiriques. De plus, l'analyse de ces données devient multi-niveaux : entre les groupes, au sein d'un groupe et en fonction des individus qui le composent. Cette caractéristique des entretiens collectifs pose alors la question cruciale de la composition des groupes. Deux approches sont possibles, au-delà des propriétés de chaque enquêté, celle des groupes dits « artificiels » et celle des groupes dits « naturels »²⁵. C'est pour cette seconde que nous avons opté en composant trois types de groupes : des familles, des amis ou des collègues de travail. Tous présentaient de forts liens d'interconnaissances préalables à

²² Sonia Livingstone et Peter K. Lunt, « Rethinking the focus group in media and communications research ». *Journal of communication*, 1996, 46 (2), pp.79-98.

²³ Sophie Duchesne, Elizabeth Fraser, Florence Haegel, Virginie Van Ingelgom (dir.), *Citizens' reactions to European Integration Compared. Overlooking Europe*. Palgrave Macmillan, 2013.

²⁴ Sophie Duchesne et Florence Haegel, *L'entretien collectif*, Paris, Armand Colin, 2008, 126.

²⁵ C'est-à-dire qui existent en dehors des sollicitations du chercheur ; Sur ce point, voir Pierre Lefebure, « Les apports des entretiens collectifs à l'analyse des raisonnements politiques », *Revue française de science politique*, 2011, vol.61, n°3, pp. 399-420.

Congrès AFSP Paris 2013

l'enquête et avaient l'habitude de discuter (y compris de politique) ensemble régulièrement dans leurs vies quotidiennes²⁶.

Le choix des entretiens collectifs et leur composition correspondent donc au double objectif d'approfondissement et de diversification qui guide l'enquête. C'est de cette manière que nous avons pu obtenir des données précises pour une analyse multifactorielle. L'extrait d'entretien suivant peut illustrer et montrer les avantages de ce choix méthodologique à partir du cas de la Mission Barrio Adentro et de ces perceptions différentes.

De nombreux groupes d'entretiens collectifs y font en effet appel dans leurs discussions. Cette mission est formulée en trois niveaux. Barrio Adentro I a permis l'installation de petites maisons de santé dans les zones rurales ou les quartiers populaires ; y travaillent au minimum un médecin²⁷, un infirmier et un animateur social. Ils assurent gratuitement des consultations basiques et fournissent les médicaments de premiers soins. Cette médecine de proximité, implantée au cœur des communautés, vise avant tout la prévention et les maladies communes, peu graves si elles sont traitées (rhumes, maux de tête, troubles intestinaux etc.). Barrio Adentro II a ensuite été mise en œuvre au travers des Centres de Diagnostic Intégral (CDI) ; ces centres, souvent construits de toutes pièces, sont un niveau supplémentaire dans l'organisation des politiques de santé publique. De la taille d'un dispensaire traditionnel, ils font régulièrement office de maternité, on y traite certaines infections et certaines opérations simples y sont pratiquées (appendicite par exemple). Ces centres disposent également de matériel médical pour les radiographies, prises de sang, scanner éventuellement. Le troisième niveau (Barrio Adentro III) a pour objectif la réhabilitation, la rénovation et le développement du Réseau National d'Hôpitaux publics. Toutes ces structures se superposent alors aux anciennes unités de médecine, publiques comme privées (au Venezuela, le système de cliniques privées est très développé, et peu accessible financièrement pour la majorité de la population, à l'exception des structures religieuses en milieu rural).

Dans l'exemple suivant, c'est ce troisième niveau de Barrio Adentro auquel il est fait référence. Cet extrait rapporte les propos de trois des quatre participants à un entretien collectif réalisé dans une PME d'événementiel située dans une banlieue chic de Caracas. José est graphiste, Katarina est designer, et Alfredo chauffeur/coursier. Ils discutent ainsi autour du terme « humaniste » :

« - **José** : Humaniste, c'est veiller aux valeurs humaines de la société [...] avant, jamais, jamais, ils ne disaient aux gens ce qu'ils... donc c'est très important ce qu'il [Hugo Chávez] fait : donner l'information au peuple, donner l'information pour que le peuple sache ce qui est en train de se faire, ce qui a un caractère public, et il le fait de façon ouverte, c'est-à-dire non cachée.

- **Alfredo** : Une chose c'est de le dire, une autre c'est de le faire...

- **Katarina** : Humaniste, moi... je m'imagine... Quand on entre dans un hôpital, il y beaucoup de gens qui sont là en train de mourir sans ressources dans un hôpital et

²⁶ Ils étaient constitués à partir d'une personne ressource ou intermédiaire qui invitait les autres participants.

²⁷ Les premiers médecins de cette mission sont cubains, envoyés dans le cadre d'un accord entre les deux pays.

Congrès AFSP Paris 2013

ça c'est quoi ? Humaniste ? Il faut avoir une réflexion entre la théorie et la pratique. Il ne s'agit pas de s'asseoir à analyser chaque mot mais plutôt d'entrer dans un hôpital : il n'y a rien, pas de lit, pas de médicament, pas de seringues [...] et ça serait ça humaniste !

- **José** : Non mais...

- **Katarina** : Non mais laisse-moi donner mon opinion !

- **José** : Non non je ne vais pas réfuter ce que tu dis, mais ajouter quelque chose à ce que tu dis : mon opinion sur ce thème

- **Katarina** : Ah ok vas-y

- **José** : Les hôpitaux sont pleins de voyous blessés par balle, alors ça commence par l'insécurité

- **Katarina** : c'est clair »

Dans leurs propos, les interventions successives ajoutent chacune des informations utiles à l'étude de leurs perceptions de la politique publique Mission Barrio Adentro : ils contextualisent leurs propos (José), opposent références idéologiques et politique en pratique (Alfredo et Katarina), argumentent à l'aide d'exemples concrets et précis (Katarina), tout en complétant les visions des uns et des autres par l'introduction de nouveaux éléments (José). Toutes ces données, croisées par la prise en compte de leurs propriétés et positionnement individuels, enrichissent alors considérablement l'analyse. On comprend ici, dans la tension palpable qui sous-tend les échanges, dans le fait qu'ils se coupent la parole et dans les mouvements qui accompagnent ces prises de paroles²⁸, que leurs perceptions de la mission sont différentes. S'ils s'accordent apparemment sur un constat de relatif échec, ou d'une insuffisance, de la mission Barrio Adentro III, leurs critiques ne portent pas sur le même objet. Pour Katarina, il s'agit d'une défaillance de l'Etat, qui n'apporte pas les moyens nécessaires pour la réhabilitation des hôpitaux (elle mobilise d'ailleurs ce type d'argument à plusieurs reprises dans l'entretien). Pour José par contre, la responsabilité étatique est diluée : il renvoie à un problème de société plus large, celui de l'insécurité croissante dans le pays, pour expliquer, et justifier, les difficultés concrètes rencontrées. Cet exemple, parmi de nombreux autres, montre qu'une mission peut être perçue différemment globalement (jugement positif ou négatif) mais aussi en (non) attributions de responsabilité malgré le caractère publique de la politique menée.

Les entretiens collectifs constituent donc une proposition méthodologique à même de saisir les perceptions, complexes et différenciées, de citoyens ordinaires sur une ou plusieurs politiques publiques menées. Or, en termes de policy feedbacks, ces perceptions sont fondamentales : elles conditionnent, guident et influencent les effets retours des politiques publiques, tant dans leurs modalités que dans leur importance.

²⁸ Le ton monte entre José et Katarina au moment où leurs prises de parole commencent par une négation (« Non mais »), ils penchent le buste vers l'avant et parlent plus fort. Katarina recule ensuite (« Ah ok ») et croise les bras.

Congrès AFSP Paris 2013

2. *Quel dispositif pour saisir des effets retours ?*

Les perceptions qu'ont les citoyens des politiques publiques sont donc différenciées, tout comme la manière dont ils se les approprient. Pour comprendre ces différenciations, le dispositif d'enquête doit permettre la comparabilité et ainsi l'appréhension des diverses modalités d'effets retours. En effet, de nombreuses observations, qu'il s'agisse de l'observation de conversations quotidiennes, de réactions en direct face à un journal télévisé ou à un discours d'Hugo Chávez, ont été menées²⁹, mais leur hétérogénéité rendait difficile l'analyse. Le fait d'introduire des supports dans les entretiens collectifs peut alors être une piste pour répondre à cette difficulté lors de la construction des guides d'entretiens.

2.1 *Un dispositif avec supports...*

Comme ces données ont été recueillies dans le cadre du travail de thèse en cours, ils visaient en premier lieu l'étude des réceptions des discours télévisés d'Hugo Chávez. En ce sens, ils ont été élaborés autour d'extraits de discours présentés aux enquêtés. Ceci dit, ces extraits comportaient de nombreuses références relatives aux politiques publiques menées, missions bolivariennes incluses. Nous considérons ici les politiques publiques comme un ensemble, allant de leur « fabrique » à leur mise en œuvre sur le terrain. Les annonces, les discours qui les évoquent et les bilans publics qui en sont fait, font donc partie intégrante des politiques publiques : les extraits supports pour les entretiens permettent donc, méthodologiquement, d'étudier des citoyens ordinaires face à une ou plusieurs politiques publiques. Plus précisément, ces extraits ont été sélectionnés et actualisés³⁰ en fonction des trois terrains effectués selon plusieurs caractéristiques, parmi lesquels le degré de proximité des thèmes abordés et les modes d'adresses (mises en scène et caractéristiques de la retransmission-Tv inclus).

Dans le cas du premier terrain réalisé dans un village isolé en milieu rural, le premier extrait proposé aux enquêtés est issu de l'émission hebdomadaire « Alo Presidente » du 27 avril 2008, réalisée à cet endroit, et à laquelle les habitants ont pu participer. Cet extrait comporte plusieurs références aux politiques³¹ agricoles d'une part et au développement du réseau d'eau courante dans le village d'autre part. Presque tous les habitants, et donc les participants à l'enquête l'ont déjà vu. Le deuxième extrait est issu du « Discours du balcon », prononcé lors de l'annonce officielle de la réélection d'Hugo Chávez en décembre 2006. Il s'agit donc d'un discours de portée nationale, de type cérémoniel, devant une foule rassemblée à cette occasion ; les politiques de santé et d'éducation y sont abordées. Ce discours est très important puisqu'il marque discursivement le passage de la « Révolution Bolivarienne » au « Socialisme du XXIème siècle, et comme presque tous les discours consécutifs à une élection, il a été

²⁹ Menées tout au long de l'enquête, à domicile bien sûr, mais aussi dans deux cafés restaurants, dans un salon de coiffure ou encore sous le hangar des pêcheurs du petit village situé sur la côte.

³⁰ Les trois terrains dont il est question ici ont été menés entre 2008 et 2011, ce qui explique les dates des extraits choisis et leur nécessaire actualisation.

³¹ Dont plusieurs missions, dans cet extrait comme dans les autres. Elles ne sont pas distinguées systématiquement ici puisqu'elles n'apparaissent pas séparément dans les discours. Par exemple, lorsque les politiques d'éducation sont abordées, les propose incluent les missions mais aussi les réformes législatives ou les restructurations du système scolaire classique.

Congrès AFSP Paris 2013

largement regardé par les vénézuéliens. Quant au troisième extrait, un discours de politique internationale a été choisi, sous forme d'un reportage du Journal Télévisé de CNN espagnol, rapportant l'altercation ayant opposé Hugo Chávez et le Roi d'Espagne (« *Porque ne te callas ?* »). Si les participants n'ont pas tous vu l'extrait complet, ils en connaissent pour la majorité le contenu du fait des nombreuses caricatures (y compris une chanson de reggaetón) qui ont circulé.

Lors de la deuxième session, en terrain urbain et avec des participants issus des catégories moyennes et supérieures de Caracas choisis en fonction de leur niveau d'étude et de revenus notamment, trois nouveaux extraits ont été proposés, présentant des caractéristiques proches des trois précédents. Il s'agissait d'un extrait d'« Alo Presidente » du 20 décembre 2009, émission réalisée à Caracas portant sur le thème localement prégnant de l'insécurité (politique intérieure – police et droits de l'homme). Les participants à l'enquête ne l'avaient pas forcément vu, mais savaient pour la plupart qu'il s'agissait de la présentation de la nouvelle Police Nationale pour en avoir beaucoup entendu parler dans les médias les jours suivants. Le deuxième extrait était issu du discours prononcé suite aux résultats officiels du référendum constitutionnel de 2009 permettant à Hugo Chávez de se représenter pour les présidentielles de 2012, même lieu, même mise en scène et aussi suivi que celui de 2006 (pour notre thème, les politiques d'éducation y étaient mises en avant). Enfin un extrait du journal télévisé de la chaîne Venevision traitant du Discours de Copenhague (dont la phrase « *Si le climat était une banque, ils l'auraient déjà sauvé !* » a été reprise dans tous les médias) a été retenu, portant donc sur les politiques environnementales nationales et internationales.

La troisième session réalisée dans un quartier populaire enclavé dans Caracas (bidonville) voit elle aussi des extraits de ce type proposés : un extrait d'« Alo Presidente » du mois de février 2011 portant sur la nouvelle politique du logement menée par le gouvernement, un extrait du dernier discours de commémoration du « Caracazo » (27 février 1989) présentant une forte dimension cérémonielle et déjà électorale, dans lequel les transformations en cours du système politique sont évoquées ; enfin, un extrait de l'émission *Toque de Diana* de la chaîne Globovision a été retenu, centrée sur la prise de position d'Hugo Chávez sur la scène internationale à propos de la situation en Lybie en mars 2011.

Comme le suggère cette brève présentation des extraits, ils ne sont pas étrangers aux participants, au moins dans leur contenu. L'objectif n'était pas de leur imposer une situation complètement artificielle ou improbable, et éventuellement dérangeante. Ces choix ont aussi permis de recueillir leurs souvenirs sur ces moments, souvenirs également utiles à l'analyse. Ils ont enfin été retenus dans un souci de comparabilité (même type d'extraits en termes de variation d'échelles, de sentiment de proximité sur les thèmes, de programmes sélectionnés et de visibilité) tout en adaptant les thèmes et les politiques abordées pour chacun des terrains réalisés. Cette diversité a alors permis l'émergence de nombreuses conversations, plus (au début souvent ou par le biais d'une relance plus précise) ou moins (à mesure que les enquêtés s'approprient la situation d'enquête) sollicitées par l'enquêteur, au sein desquelles il est possible de repérer des policy feedbacks. Lesquels et selon quelles modalités ? Quels sont les apports théoriques de ce déplacement méthodologique ?

Congrès AFSP Paris 2013

2.2 Pour revenir sur les effets cognitifs...

L'introduction de supports, d'extraits, permet donc la comparabilité et contribue à une analyse plus précise pour revenir maintenant sur les modalités et mécanismes d'effets. Dans nos entretiens ainsi construits, concrètement, les politiques publiques sont premièrement mobilisées par les enquêtés pour expliciter et retraduire le politique. Ces processus de retraduction sont particulièrement visibles et nombreux : ils peuvent s'appliquer à divers objets ou sujets politiques mais fonctionnent de façon similaire. Les participants sont actifs³², ils mobilisent les missions bolivariennes pour comprendre, pour donner du sens au politique. Ils utilisent les politiques publiques comme grille de lecture. Pour illustrer ce point deux exemples empiriques peuvent être rapportés : le premier concerne les mots du politique, le deuxième un événement politique international.

Reprenons ici l'extrait d'entretien précédent : José, Katarina et Alfredo discutaient à partir du terme « humaniste ». Il faut maintenant préciser que ce terme, sur lequel ils rebondissent après plusieurs minutes, était présent dans le premier extrait de discours qui leur était proposé, prononcé par Hugo Chávez lors de cet « Alo Presidente ». Dans cet entretien, le terme « humaniste » est retraduit par matérialisation, il est rendu concret par les participants : ils le comprennent en fonction d'une situation quotidienne (entrer dans un hôpital) relevant d'un contact direct avec une politique publique, la mission Barrio Adentro III. Si José et Katarina semblent en désaccord au départ, leurs attentes vis-à-vis de l'Etat exprimées par le biais d'appréciations des politiques menées leurs permettent d'expliquer leurs points de vue beaucoup plus précisément, pour finalement s'accorder sur un sens commun : l'humanisme commence par la sécurité.

Ce type de procédé est également repérable au regard d'autres objets politiques, lointains au premier abord, comme le sont certains événements politiques internationaux.

Pour le troisième terrain (bidonville de Caracas), nous avons inclus un extrait de Globovision (chaîne privée à la ligne éditoriale très marquée vers l'opposition) portant sur la prise de position internationale d'Hugo Chávez par rapport au conflit en Lybie. Au-delà des lectures où le sens de l'extrait est lié au média (effet d'imputation de sens par la source), les propos suivants ont retenus notre attention. Ils ont été tenus lors d'un entretien collectif réalisé dans le bidonville, avec un groupe de femmes issues de catégories très défavorisées socialement. Plusieurs d'entre elles font partie des nouvelles structures participatives mises en place au Venezuela, liées ou non aux missions (Comité de santé, Cantine populaire, Conseil Communal), ce qui peut expliquer certaines divergences de réactions par rapport à d'autres groupes en termes de politisation pratique. Pendant la conversation, elles disent ne pas savoir grand-chose du conflit en Lybie, Diana (64 ans) explique ainsi :

« Moi vraiment, en fait, euhh, réellement, je ne suis pas très informée... »

³² Au sens de la littérature existante sur les effets, ils décodent : Stuart Hall, « Codages-décodages », *Réseaux* n°68, 1994 (1977) p 27-39.

Congrès AFSP Paris 2013

Un silence s'ensuit, les autres participantes la regardent ou baissent la tête³³, puis elle ajoute :

« Enfin, je crois qu'il est contre la guerre quoi ».

Quelques secondes plus tard, sa fille Iris reprend la parole :

« **-Iris** : C'est ça l'important de la politique internationale : nous, le Venezuela, on fait un budget, et le pétrole ça compte, et on ne savait pas qu'il allait se passer des événements... des faits ou quoi... en Lybie. Et ça ça monte le prix du pétrole. Et alors avec cet excédent de gains, d'argent, se pose la question : on l'utilise pour quoi ? Et bien c'est investi dans le pays, c'est donné au pays : telle mission, telle mission, telles constructions, tel et tel...

- **Diana** : Comme la mission Madre del Barrio³⁴ à laquelle nous on appartient !

- **Iris** : Voilà, c'est comme ça, ça veut dire ça la politique et l'actualité internationale, c'est le lien entre international et national

- **Diana** : et nous !»

On s'aperçoit ici, grâce à l'introduction dans l'entretien d'un extrait portant sur la politique internationale du pays, que des événements politiques comme celui-ci sont compris par nos enquêtées grâce à cette opération de retraduction produite par Iris : Diana reprend la parole au moment où les missions sont évoquées. Les autres participantes vont ensuite surenchérir en multipliant les noms de missions lancés à voix haute, parfois presque criés (elles sont sept en tout, plus une petite fille et un bébé dans la pièce) en approuvant fortement de la tête.

Au travers de ces deux exemples, le mot humanisme et un événement de politique internationale, choisis à dessein pour relever d'une conception très légitime et informée du politique, le premier usage fait par les citoyens des politiques publiques et parmi elles des missions bolivariennes, correspond donc à un usage cognitif : ils comprennent le politique à l'aide de, ou à partir de, ces politiques, qu'ils soient directement concernés (comme dans le groupe de Diana) ou non (groupe de Katarina). Dès lors, il est possible de les considérer comme des ressources interprétatives au sens de la définition générale de Gamson. Ces ressources par contre peuvent en partie, mais en partie seulement, correspondre aux ressources par expérience distinguées par l'auteur puisqu'elles sont aussi mobilisées par des personnes non touchées par ces missions et qui n'en retirent donc pas de bénéfice direct, ce qui tend à nuancer par le même mouvement le facteur proximité de nos hypothèses de départ. On peut alors proposer une autre hypothèse, où les effets des politiques publiques seraient liés à leur mobilisation pour construire des significations partagées. C'est ce caractère « mobilisable »³⁵, au-delà du système visibilité / proximité, qui aurait un impact sur les effets des politiques publiques. Venues du sommet de l'Etat, elles deviennent des repères pour s'orienter et appréhender le politique pour les citoyens.

³³ Cette attitude physique, ainsi que le silence qui l'accompagne nous semble révélatrice d'une forme de sentiment d'incompétence sur le sujet.

³⁴ Mission qui procure une aide financière aux mères au foyer les plus démunies.

³⁵ Que l'on peut retrouver, bien que sous une autre forme, chez John R Zaller, *The nature and origins of mass opinion*, Cambridge University Press, 1992, 357 p.

Congrès AFSP Paris 2013

En ce sens, elles semblent entrer en correspondance avec la proposition de Mettler et Soss portant sur les effets cognitifs des politiques publiques sur les citoyens : « comment ils comprennent [...] le système politique ». Nous serions donc en présence d'un cas de figure où « l'effet interprétatif », c'est-à-dire « comment les politiques publiques transmettent des significations et des informations aux citoyens »³⁶, semble fonctionner.

Ces significations toutefois sont rarement neutres, comme le laisse présager la discussion entre José et Katarina. Grâce au dispositif méthodologique, on s'aperçoit que ces significations comportent, véhiculent, construisent et expriment tout à la fois des opinions sur le politique.

2.3 Et appréhender des effets de positionnements

L'approche méthodologique retenue confirme donc l'existence d'effets cognitifs ou interprétatifs. Mais au-delà, elle met à jour une autre modalité d'effet, où les politiques publiques deviennent des instruments de jugements, fondements de la construction d'opinions sur le politique. Parmi les missions évoquées par les participants à l'enquête, il y en a une qui semble particulièrement révélatrice de ces différences d'opinion : la mission Identité. En laissant de côté les deux groupes directement concernés, on peut relever dans les entretiens deux autres références à celle-ci.

Cette mission, lancée en 2004, a pour objectif affiché de faciliter la procédure d'obtention de papiers d'identité, et par conséquent l'acquisition du statut de citoyen à part entière, avec des devoirs et des droits, dont celui de voter. Pour cela, cette mission dispose la mise en place de nombreux petits stands rouges aux coins des rues, où sont installés un ordinateur et un appareil photo sous un barnum ; dans ces stands, un ou deux employés de l'Etat Civil souvent assistés d'habitants de la communauté (pour organiser la file d'attente par exemple) délivrent les cartes d'identité correspondantes aux demandes qui leurs parviennent après vérification. Il s'agit donc d'une procédure parallèle, visant à rapprocher les institutions de la population et à faciliter leur inscription aussi bien physiquement, pour des personnes âgées par exemple, qu'administrativement, pour des personnes analphabètes par exemple.

Les propos suivants sont issus d'un entretien collectif réalisé dans un centre commercial situé dans le quartier des ambassades avec cinq étudiants d'une école privée. Ils sont amis et fréquentent régulièrement cet endroit en soirée ou le samedi. Issus de milieux favorisés, ils ont entre 17 et 34 ans et suivent un cursus en langue étrangère, en formation initiale pour les trois plus jeunes, en formation continue pour les deux autres (avocats le reste du temps). Dans le cours d'une discussion portant sur l'égalité en fin d'entretien, Laura, 18 ans, parle ainsi de cette mission :

« - On n'a pas seulement un problème de métissage... mais aussi un problème avec les étrangers, les étrangers de tous les pays, qui se sont mis là pour profiter. Ce n'est pas seulement un problème de métissage avec les vénézuéliens mais par rapport aux immigrés : on leur donne la priorité, c'est mon point de vue.

³⁶ Paul Pierson, op. cit.

Congrès AFSP Paris 2013

[Un peu après] Le cas le plus proche que l'on a c'est Petare³⁷ : c'est bourré de colombiens, ils se sont installés, pour des raisons... la guerre, les Farcs et tout ça... et maintenant ils ont fait des enfants, des enfants, et des enfants et on leur donne des papiers ! »

Ce point de vue, exprimé ainsi, doit être contextualisé : les membres du groupe composé pour l'entretien, choisis et invités par l'une d'entre eux, sont homogènes politiquement, et trois d'entre eux, ainsi que les parents de la plus jeune, sont engagés dans la coalition de l'opposition. Ils utilisent les catégories gauche / droite pour se positionner sur l'échiquier politique et se situent donc eux même « à droite », « pour l'égalité d'opportunité » et « chacun selon ses capacités ». Ils ont également l'habitude de participer aux manifestations et démonstrations de cette coalition. L'homogénéité de ce groupe et leurs forts liens d'interconnaissance ont alors pu permettre d'approfondir les échanges par relances successives.

Laura, dans cet extrait, évalue la politique menée au travers de la mission Identité et la reconnaissance de la nationalité vénézuélienne pour des descendants d'immigrés qui va de pair. De fait, elle s'en sert pour émettre un jugement, ici négatif. Par le biais de ces considérations sur la nationalité et les documents d'identité, c'est la citoyenneté qui est évoquée, entre « égalité » et « priorité ». Son point de vue critique porte donc sur une politique publique spécifique, mais cette politique devient aussi un outil pour se positionner : la critique s'étend au politique et ne concerne plus seulement la mission évoquée. L'échange entre José, Alfredo et Katarina, cité ci-dessus, peut aussi être lu en ce sens : lorsque Katarina fait appel à l'exemple de l'hôpital, elle se sert également de cet exemple pour se positionner vis-à-vis du politique, ici en pointant la différence entre le dire et le faire, entre « la théorie et la pratique ». Elle juge donc l'action du gouvernement sur ses actes, sur la mise en œuvre d'une politique publique de santé, et non sur ses discours.

Le deuxième usage des politiques publiques par les citoyens rencontrés correspond donc à leur mobilisation en tant qu'instrument de jugement sur le politique. Or ces instruments de jugement ne peuvent que très difficilement être saisis par les enquêtes statistiques traditionnelles³⁸. En tant qu'instruments d'évaluation, les politiques publiques peuvent donc avoir des effets sur les comportements et attitudes politiques (on pense ici plus particulièrement au vote), par les positionnements et les prises de position qu'elles suscitent.

La mise en œuvre d'un dispositif empirique spécifique, où les citoyens sont méthodologiquement face aux politiques publiques par le biais de discours permet donc de détacher deux modalités de Policy feedbacks : les effets cognitifs et les effets de positionnements. Au niveau cognitif, nos résultats confirment ceux de la littérature d'une part. Le changement de méthode rend possible, d'autre part, l'appréhension d'un autre mécanisme d'effet, par positionnement, qui se distingue très nettement dans nos matériaux (au-delà des brefs extraits rapportés ici).

³⁷ Le quartier de Petare constitue le plus grand bidonville du pays, il se situe à l'est de Caracas et recouvre les nombreuses collines de la zone, les estimations du nombre d'habitants oscillent entre deux et plus de trois millions de personnes.

³⁸ Daniel Gaxie, Nicolas Hubé, Marine De Lassalle, Jay Rowell (dir.), *L'Europe des européens*, Paris, Economica, 2011, 295 p.

Congrès AFSP Paris 2013

3. Retours sur la notion d'effet

Ce choix méthodologique n'est pas sans difficulté cependant, en particulier en ce qui concerne le statut du corpus recueilli. Un tel procédé conduit, selon Daniel Dayan, à « multiplier les artefacts : artefacts textuels, privilégiant un programme donné, artefact du public consistant à proposer l'ethnographie d'une communauté constituée sur invitation, artefact participatif, lié à l'attention intensifiée des membres de cette communauté »³⁹. Il nous faut donc prendre en compte ce caractère artificiel, en tentant de le minimiser, comme lors de la composition des groupes par exemple (formés à partir d'interconnaissances fortes et préexistantes) mais aussi en adoptant une posture réflexive tout au long de l'enquête tant vis-à-vis de la méthode que des résultats obtenus.

3.1 Causalité ou corrélations ?

Pour cela, plusieurs moyens de contrôle des données obtenues et de leurs statuts sont à mettre en œuvre. Dans ce cadre, les observations de type ethnographique et l'observation « en direct » de réactions, face à l'annonce du lancement d'une nouvelle mission par exemple, sont très utiles d'une part. D'autre part, les entretiens collectifs ont été régulièrement complétés par des entretiens individuels avec les mêmes enquêtés afin d'approfondir leurs trajectoires, de nuancer leurs propos par dé-contextualisation, ou encore afin de préciser leurs propriétés sociales, leurs positions et dispositions etc. puisque nos questions de départ (le poids de chacun des facteurs par exemple) nécessitaient la connaissance de ce type d'informations. L'objectivation par croisement des méthodes, comme dans les cas évoqués, mais aussi par exemple en faisant passer un questionnaire⁴⁰ aux participants en début ou en fin d'entretien collectif, constitue par conséquent une condition nécessaire et préalable à l'analyse de ce qui est recueilli.

Les propos de Laura, rapportés plus haut peuvent en effet être analysés de façon complémentaire s'ils sont mis en perspective avec la discussion tenue dans le groupe des fonctionnaires, grâce à l'analyse multi-niveaux.

Dans l'autre groupe qui aborde la mission Identité, les propos sont bien différents. L'entretien s'est déroulé sur leur lieu de travail, avec la participation de sept hommes (entre 36 et 58 ans) travaillant dans le même service. Parmi eux, plusieurs professions étaient représentées, avec plusieurs ingénieurs, des administrateurs, un juriste et le chef de service. Dans cette institution publique rattachée à un grand ministère, six d'entre eux se déclarent chavistes et le dernier ne répond pas à la question (posée dans le questionnaire écrit en début d'entretien). Il n'hésitera cependant pas par la suite à s'opposer à ses collègues ou à exprimer une opinion politique différente. Cinq d'entre eux sont encartés au Part Socialiste Uni du Venezuela (PSUV, créé par Hugo Chávez à partir d'une coalition de partis préexistants), le sixième est au Parti Communiste du Venezuela (PCV). Dans le cours de l'entretien, la conversation se porte

³⁹ Daniel Dayan, « Les mystères de la réception », *Le Débat*, n°71, 1991, pp. 146-162.

⁴⁰ Ce questionnaire avait pour but de disposer d'une sorte de fiche de propriétés des enquêtés. Il comportait les questions classiques de la profession, l'âge, le niveau d'étude etc. mais aussi plusieurs questions sur l'engagement politique éventuel, le vote aux élections précédentes et les intentions de vote aux élections futures, ainsi que plusieurs questions sur leurs pratiques médiatiques.

Congrès AFSP Paris 2013

à ce moment là sur la confrontation entre médias privés et médias publics. Yan, Alfonso (ingénieurs) et Omar (le chef de service) discutent :

« - **Yan** : Cette confrontation est stupide... et violente...

- **Alfonso** : La réponse du président, face à cette polarisation, ça a été la conscientisation politique, pour éviter les manipulations médiatiques des grands groupes privés... et pour cela, ça commence par l’alphabétisation, 1,5 millions de personnes alphabétisées, et ensuite le droit de vote : c’est la mission Identité : que chacun ait une carte d’identité, pour exister et pour s’exprimer. Ils rentrent dans le schéma électoral, des gens qui ont été marginalisés pendant tant d’années, et maintenant ils peuvent voter, et même ils ont installé des bureaux de votes partout, dans ces quartiers... [...]

- **Omar** : C’est ça la différence entre les régimes populistes et le processus révolutionnaire : le populisme c’est faire de l’assistanat pour obtenir le pouvoir, alors que la révolution c’est donner des droits, c’est le légal, c’est l’éducation aussi, c’est faire des citoyens. »

Dans cet extrait, la thématique de la citoyenneté est directement abordée. Contrairement au premier groupe, leur lecture ne fait pas référence à l’immigration ou à la nationalité, mais s’articule plutôt autour « des droits ». Leur vision est structurée autour de deux pôles : celui du populisme et celui de la révolution, dans lequel ces enquêtés se placent. La mission Identité est par conséquent perçue en fonction de cette division du monde, c’est-à-dire en prenant en compte différentes formes de systèmes politiques, division à laquelle se superpose alors la confrontation politique et médiatique, façonnant ainsi leur manière de voir le politique.

A la lecture de ces deux extraits d’entretiens où il est fait référence à la mission Identité, plusieurs points communs entre ces deux groupes émergent. Il s’agit premièrement de deux groupes comptant parmi leurs participants des partisans, au sens de personnes engagées dans un parti politique. Deuxièmement, ils sont homogènes politiquement (ou presque). Troisièmement, les participants de l’un et l’autre groupe sont fortement dotés en capitaux, à la fois de type économique, de type culturel (avec un niveau de diplôme élevé notamment) mais aussi au regard de leur capital militant. La notion de citoyenneté fait sens pour eux, ils manient avec aisance les catégories politiques, démontrant au fil des entretiens une fine connaissance du jeu politique national et international. Ici, les missions sont utilisées pour illustrer leurs propos, elles semblent bien constituer des instruments de jugements, mais expriment aussi des opinions politiques politiquement structurées. On voit donc apparaître une variante des effets de positionnements : l’effet de renforcement. Si les enquêtés expriment une opinion positive, par exemple sur les programmes d’alphabétisation (mission Robinson), c’est aussi parce qu’ils jugent positivement le gouvernement en place, comme Alfonso, et cette appréciation favorable de la mission vient à son tour renforcer leur adhésion au projet politique chaviste. A l’inverse, quand des jeunes femmes étudiantes dans le privé parlent de ces mêmes missions en évoquant une éducation au rabais « qui n’est rien de plus que de la propagande »⁴¹, leur opinion politique préexistante s’exprime au travers ces termes et se voit en même temps renforcée par cette évaluation de la politique d’éducation menée depuis plusieurs années dans le pays.

⁴¹ Propos tenus par Marisol, 21 ans, étudiante en marketing.

Congrès AFSP Paris 2013

A la lumière de ces résultats, il est donc possible de revenir sur l'un des postulats de départ formulé par la littérature sur les policy feedbacks : les politiques publiques ont des effets sur le niveau d'engagement (politique et civique) et de participation des citoyens. Dans cette vision, les niveaux de participation augmentent du fait des policy feedbacks, bien que de manière différenciée⁴² dans le temps et selon les politiques envisagées. Dans notre enquête, les deux entretiens collectifs au sein desquels Laura et Omar intervenaient nous amène à envisager cette relation en sens inverse : c'est parce qu'ils sont engagés, politisés et positionnés dans le champ politique que leurs appréhensions (ou usages) des politiques publiques sont spécifiques, et qu'elles peuvent donc avoir un ou des effet(s), de renforcement par exemple. Dès lors le rapport de causalité et la définition de variables à *expliquer* ou *explicatives* nous semble pouvoir fonctionner dans les deux sens en fonction des cas envisagés ; on préférera alors parler plus généralement d'effets réciproques ou de corrélation entre les deux. Il serait intéressant d'approfondir ce point par d'autres entretiens, et/ou sur d'autres terrains, pour en avoir une vision plus précise.

3.2 Interdépendances et rapports au politique

Les politiques publiques semblent donc produire à la fois des effets cognitifs, des effets de positionnements et des effets de renforcement pour les personnes rencontrées durant l'enquête. Ce résultat nous amène alors à re-contextualiser les policy feedbacks, à les remettre en relation avec les autres facteurs. Pour cela, le dispositif doit être réexaminé. En effet, le dispositif particulier de cette enquête, menée par entretiens collectifs avec supports nous engage à une réflexivité accrue, nous l'avons dit. Il ne doit pas masquer les interactions entre les différents facteurs, et leurs poids respectifs, qui structurent les comportements et les attitudes politiques, parmi lesquels se trouvent les policy feedbacks.

La situation d'enquête mettait les enquêtés dans une configuration spécifique, et les extraits qui leurs ont été présentés ont aussi des conséquences sur les propos qu'ils ont tenus. Cette question (entre autre) relève des effets d'enquête et doit être à ce titre reprise au regard des résultats produits pour les remettre en perspective avec les autres facteurs. Les jugements, les explicitations ou retraductions, comme les opinions émises pendant ces entretiens avaient pour point départ, y compris lorsque la conversation s'en est éloignée, des extraits de discours présidentiels télévisés, portant sur différents thèmes et selon différentes modalités. Si ce procédé méthodologique a permis de saisir ce que les citoyens font des politiques publiques et face à elles, comment ils s'en saisissent et avec quels effets, ce dispositif comportait aussi un locuteur principal indirect, Hugo Chávez. Cette donnée a aussi produit des effets, et le problème méthodologique recoupe les interrogations scientifiques : comment mesurer le poids des policy feedbacks par rapport à d'autres facteurs ?

⁴² Suzanne Mettler et Eric Welch, op. cit.

Congrès AFSP Paris 2013

Ayant pu par ailleurs repérer des processus d'identification politique (ou de rejet de cette identification)⁴³ qui influencent fortement la formation des opinions politiques, la question se pose ici de façon similaire. Les perceptions du locuteur, c'est-à-dire de celui qui annonce et fait (caractère performatif du discours) ces politiques publiques que sont les missions bolivariennes, ont aussi un rôle important dans l'appréhension de ces politiques. Les manières d'être et de parler d'Hugo Chávez sont très souvent évoquées comme critère politique par nos participants. Certains d'entre eux s'identifient à lui, en lui reconnaissant une origine populaire notamment⁴⁴. Les expressions « Il est comme nous » ou encore « Il parle typiquement comme un Vénézuélien, pas comme un homme politique où on comprend rien » sont nombreuses dans les entretiens.

D'autres participants développent de plus une explication où le sentiment d'appartenance à la même communauté devient aussi une clef de lecture :

« - **Maria Elena** : Dans mon cas, quand il dit des choses, quand il parle des gens humbles, des paysans, de tout le monde quoi, je ressens un sentiment très bon envers lui, envers sa manière d'être, sa façon de transmettre ses paroles à l'un ou à l'autre [...]

- **Luis** : Il parle de bonnes choses, et on le sent, on sait que c'est la vérité, on voit le changement

- **Alvaro** : C'est que, quand on l'écoute, ou quand on le voit à la télévision, c'est que tout le monde, dans son cœur en fait, ou... c'est qu'il fait partie de la même terre que nous, c'est quelque chose du cœur [...]

- **Luis** : C'est toujours cette manière de parler qu'il a, c'est ça, la simplicité

- **Alvaro** : Cette façon de communiquer aux autres et d'être comme les autres, l'humilité par devant. »

Maria Elena, Luis et Alvaro sont frères et sœurs, ils ont entre 18 et 26 ans et poursuivent tous les trois des études supérieures à l'Université Bolivarienne. Cette université fait partie de la Mission Sucre (Education supérieure). D'origine populaire, ils vivent dans un immeuble en très mauvais état situé dans un quartier central mais défavorisé, leurs parents vivent en milieu rural dans l'est du pays.

Au vu de ces caractéristiques, on peut supposer que l'effet ressource, dernière question théorique à aborder, joue pour leur famille, dans le sens où « les ressources et les avantages que les politiques publiques [leur] fournissent façonnent [leurs] comportements politiques »⁴⁵. Mais les mécanismes de cet effet ne peuvent être isolés, l'analyse se déplace et porte sur leur combinaison avec d'autres variables, sous la forme d'interdépendances complexes et réciproques. Dans leurs paroles, on comprend l'importance qu'ils accordent par exemple à la manière d'être et de parler d'Hugo Chávez, manière qui dénote selon eux une appartenance « humble » commune. Cette identification est alors à la fois facteur de leur adhésion politique et de leurs perceptions des politiques publiques en général, et vis-à-vis de celles dont ils sont directement

⁴³ Federico Tarragoni et Clémentine Berjaud, « Un peuple peut-il survivre à son président ? Représentations de l'élection en milieu populaire », *Venezuela: Remaniements de la scène sociopolitique, Problèmes d'Amérique Latine*, N° 86, 2012/4, pp. 61-75.

⁴⁴ Plusieurs auteurs évoquent à ce sujet la reconnaissance d'un *hexis*, depuis Pierre Bourdieu, *La distinction : critique sociale du jugement*, Paris, Minuit, 1979, 670 p. Voir aussi : Alfredo Joignant, « Compétence politique et bricolage, les formes profanes du rapport au politique », *Revue Française de Sciences Politiques*, vol 57, n°6, 2007, pp. 799-817.

⁴⁵ Paul Pierson op. cit.

Congrès AFSP Paris 2013

bénéficiaires. Le lien entre la notion de public d'une politique publique et celle de citoyen, posé en introduction est donc avéré dans leur cas.

Dans le cas inverse, des processus de rejet d'identification peuvent également fonctionner comme filtres de leurs perceptions des politiques publiques mises en place. Un troisième groupe d'entretien collectif a été réalisé auprès d'étudiants d'une école privée. Les trois participants qui le composent sont socialement opposés à ceux du groupe précédent : leurs familles sont financièrement aisées, ils vivent dans les quartiers les plus prisés de la capitale (appartement pour l'une et villas pour les deux autres). Politiquement, ils se déclarent tous les trois comme faisant partie de « l'opposition », mais ne se positionnent pas exactement à la même place sur un axe gauche/droite. Elena se place au centre gauche (« social-démocrate »), Eduardo à droite et Yrene ne précise pas (« dans l'opposition »). Ils suivent tous les trois des cours du soir en langue étrangère, en complément de leur formation principale en droit. L'entretien a eu lieu un vendredi soir dans une salle de classe vide après leur cours, ils se rendaient tous les trois ensuite à un cocktail organisé par l'Ecole. Pendant la discussion, le problème de la définition du « peuple »⁴⁶ auquel s'adressent les missions bolivariennes est à plusieurs reprises posé par ces jeunes :

- « - **Elena** : C'est clair, le peuple... le peuple ça devrait être nous tous, je me sens appartenir au peuple oui, mais pas à son peuple, son peuple c'est autre chose, eux... eux... il s'adresse à eux en fait, et pas à moi.
- **Eduardo** : Quant à moi, par rapport à eux, eh bien ils n'ont rien à voir avec moi ! »

Là encore, l'appartenance à la communauté politique sur laquelle repose le système vénézuélien est abordée. Ces étudiants ne s'y sentent pas inclus, ils ne se reconnaissent pas de point commun avec « son peuple ». Les politiques publiques influencent bien « les manières dont ils se perçoivent et perçoivent les autres »⁴⁷. Ils ne bénéficient pas directement des missions bolivariennes et rejettent la présidence d'Hugo Chávez. Le lien entre public d'une politique et conception de la citoyenneté est par conséquent avéré dans leur cas également, mais de manière négative. En tant que locuteur principal du dispositif mais aussi du fait de la forte personnalisation du pouvoir au Venezuela, la figure du chef de l'Etat cristallise des perceptions antagonistes, par le biais des processus d'identification, ou de refus d'identification, qu'elle engendre. Elle semble donc contribuer significativement aux effets des politiques publiques, mais bien plus largement aux rapports au politique de ces citoyens.

Ces deux derniers cas illustrent cet entremêlement de facteurs, qui à leur tour interagissent entre eux et constituent leur rapport au politique : entre positions sociales, expériences personnelles, (non) identifications, et policy feedbacks. Dès lors, comprendre les policy feedbacks passe par l'appréhension plus globale des rapports au politique des citoyens ordinaires. Elles y contribuent par leurs effets, mais ceux-ci sont dépendants et interdépendants vis-à-vis des autres composantes de ces rapports au politique. Ce phénomène est encore plus visible dans les cas de processus de

⁴⁶ Ce terme est utilisé par Hugo Chávez dans tous ses discours, à de nombreuses reprises. Son successeur N. Maduro en fait pour l'instant un usage similaire.

⁴⁷ Définition de Suzanne Mettler et Joe Soss, op. cit.

Congrès AFSP Paris 2013

politisation. Tout comme l'effet de positionnement est ancré dans des préférences partisans préexistantes, et réciproquement, les politiques publiques sont au cœur de processus de politisation pratique. La famille de Diana et de sa fille Iris présentée plus haut est presque idéal-typique en ce sens.

Socialement et culturellement dominés, ses membres se saisissent du politique par effet de retraduction et d'explicitation. Sans intérêt pour la politique avant les années Chávez⁴⁸, ils se sont politisés au cours de cette période du fait de leurs expériences pratiques. Ces expériences pratiques relèvent à la fois de l'effet ressource et de l'effet interprétatif en ce qui concerne les politiques publiques, mais aussi d'autres dynamiques. En retraçant leurs parcours, on s'aperçoit que cette famille a saisi en premier lieu l'opportunité d'avoir un emploi grâce aux structures participatives découlant de la mise en œuvre des missions⁴⁹. Cet emploi a ensuite favorisé l'acquisition d'un statut social pour Diana, statut qui semble avoir été un facteur important de leur engagement dans la communauté. Cet engagement participatif (ou civique) s'est vu prolongé par un engagement partisan à partir de la campagne électorale de 2006 à laquelle la mère et la fille ont activement participé. Lors de cette campagne, Diana a pu rencontrer Hugo Chávez lors de l'un de ses déplacements dans le quartier ; cette rencontre maintes et maintes fois racontée, devenue un véritable fait d'arme de la famille, leur procure une forte légitimité dans la communauté et participe de processus d'auto-habilitations⁵⁰ à parler de politique, à s'engager, et même à représenter les autres. Les voisins de Diana nous l'ont en effet présentée comme une personne référence, comme une « leader communautaire » lors de notre séjour en 2011. Ce sont ces expériences pratiques, nées de trajectoires biographiques et militantes singulières, qui guident les perceptions des politiques publiques dont cette famille fait état dans les entretiens et vice versa. C'est en réintégrant dans l'analyse ces éléments constitutifs de leur rapport au politique, rapport dynamique et relié à de nombreuses variables, qu'il est possible de vérifier l'existence une corrélation entre policy feedbacks et engagement civique et partisan. C'est aussi par ce détour que l'on peut comprendre leurs contributions aux processus de politisation qui sous-tendent ces engagements, parties prenantes de « la manière dont les citoyens agissent envers le système politique ».

⁴⁸ Les données suivantes sont issues d'entretiens individuels complémentaires.

⁴⁹ Diana travaille depuis plusieurs années dans la cantine populaire de la communauté.

⁵⁰ Daniel Gaxie, « Cognitions, auto-habilitation et pouvoirs des " citoyens " », *Revue Française de Sciences Politiques*, vol 57, n°6, 2007, pp. 737-758.

Congrès AFSP Paris 2013

En guise de conclusion, nous pouvons apercevoir par ce travail ce que la méthode choisie peut apporter à l'analyse des policy feedbacks. En faisant fonctionner les hypothèses de départ sur un terrain empirique, elle permet de préciser les résultats obtenus et d'approfondir la compréhension des effets des politiques publiques. En se fondant sur une approche par entretiens collectifs, il est premièrement possible de différencier et de distinguer à la fois les publics, les citoyens et les perceptions qu'ils ont des politiques publiques, perceptions conditionnant les effets-retours de ces politiques. En construisant un dispositif spécifique, deuxièmement, l'enquête révèle effectivement la présence d'effets ressource et d'effets interprétatifs en rendant visibles leurs fonctionnements, tout en mettant à jour d'autres mécanismes d'effets, de positionnement et de renforcement notamment. Troisièmement, cette méthode permet de croiser les variables et les données et de revenir sur le lien de causalité pour enfin réinscrire l'analyse des policy feedbacks dans celle des rapports ordinaires au politique, soulignant ainsi les interdépendances de leurs contributions aux comportements et attitudes politiques.